

Frontière et identité(s) flamande(s) : une (re)création au tournant des XVIII-XIX^e siècles

Alexandra Petrowski

neder-
landse
versie
p. 192

Dans un contexte de redécouverte de l'histoire et du patrimoine des anciennes provinces, la Flandre fait partie de ces régions qui ont suscité un intérêt renouvelé ces dernières années et par là ont été affectées d'une image régionale forte. Dès le milieu du XIX^e siècle, dans un but de promotion d'une mémoire locale ou pour exprimer des revendications linguistiques, des travaux à forte dimension idéologique ont concouru à présenter l'existence de la Flandre comme allant de soi. À l'inverse de cette démarche, nous entendons nous interroger sur cette Flandre trop souvent présentée comme une évidence pour montrer que « l'invention de la Flandre » est en fait une construction la plus souvent postérieure à l'époque des provinces d'Ancien Régime.

Depuis une trentaine d'années, les historiens s'attachent à montrer que les territoires ne doivent pas être saisis uniquement comme des espaces objectifs, mais qu'ils sont inclus dans des systèmes de représentations. La Révolution française, en supprimant les provinces, fait basculer celles-ci du statut de circonscriptions réelles à celui d'espaces mentalement construits. En effet, la période qui court de la Révolution jusqu'au lendemain de la chute de l'Empire napoléonien est celle d'un remodelage incessant des territoires, lié aux guerres et occupations militaires successives, à la départementalisation de la France puis des espaces « réunis » à la République. Dans ce contexte, il s'agira de déterminer à quels moments et selon quelles modalités se définissent et se recomposent des attachements locaux, provinciaux et nationaux. En particulier, l'idée d'une identité provinciale flamande, entendue comme l'affirmation d'un particularisme,

notamment culturel, sera interrogée. Parallèlement, il faudra se demander si celle-ci est forcément antagonique avec d'autres attachements, notamment nationaux, dans ce siècle qui voit la naissance ou l'affirmation des États-nations.

La disparition des institutions provinciales : acte de naissance de la province

En France, la Révolution met fin aux découpages d'Ancien Régime par la suppression des institutions provinciales. Paradoxalement, c'est à ce moment-là que se développe un discours de type provincialiste. Alors que la grande majorité des contemporains ne se sont pas mobilisés pour le maintien des provinces (dans le département du Nord, Georges Lefebvre ne relève qu'un seul cas de cahier de doléances qui se prononce pour le maintien des États provinciaux), chez les élites, un mouvement général de protestation apparaît. Celles de Flandres y participent et, dans une lettre à leurs députés à l'Assemblée nationale, exposent ce que l'historien Philippe Guignet qualifie de « points de passage obligés du discours régionaliste du temps » : elles exaltent l'excellence constitutionnelle de ces provinces, rappellent que « le clergé des provinces belgiques n'a jamais été réuni au corps du clergé de France » et proposent de réunir les quatre provinces de l'Artois, du Hainaut, du Cambrésis et de la Flandre en un seul ensemble. De même, la *Réponse des habitants des provinces conquises à la lettre circulaire des sieurs Merlin, Mortier, Poutre, leurs députés à Paris* affirme elle aussi la représentativité des États de Flandre, de l'Artois et du Cambrésis et invite les États du « pays conquis » – notons que cette expression est encore usitée plus de cent ans après les conquêtes – à se rappeler « la constitution qu'ils avaient sous l'Espagne, notre première patrie, mais que la France notre deuxième patrie d'adoption a un peu altérée ». L'affirmation d'une appartenance aux Pays-Bas espagnols sert donc à demander le maintien de particularismes anciens, antérieurs aux conquêtes, et justifie des revendications de type provincialiste à une échelle qui est ici assez large puisqu'elle comprend toutes les parties françaises des anciens Pays-Bas. Le rappel d'une patrie espagnole, s'il relève avant tout d'une stratégie visant à affirmer l'inviolabilité des libertés provinciales et à les justifier par le recours à l'histoire – il est peu probable que beaucoup de personnes se sentent espagnoles à cette époque – n'en montre pas moins comment, dans les discours des élites, la singularité des espaces septentrionaux est encore affirmée. Malgré cela, la France est qualifiée de « patrie d'adoption », signe qu'il est possible de professer un attachement provincial sans remettre en cause l'appartenance nationale.

Par ailleurs, ces discours sont communs à l'ensemble des provinces septentrionales et les élites flamandes ne semblent pas avoir affiché un particularisme plus marqué. Les références historiques concernent les anciennes provinces espagnoles et non pas le comté de Flandre par exemple. La cause est sûrement à chercher dans la division de celui-ci en plusieurs entités administratives dans

la France moderne, ce qui n'a pas permis de léguer une mémoire provinciale forte. De plus, la Flandre maritime, contrairement à la Flandre wallonne, ne possède pas d'États au sens strict mais une assemblée de neuf châtelainies, bailliages et territoires qui représente la province. La division de l'ancien comté ainsi que l'absence de véritables États en Flandre maritime ont donc probablement empêché l'affirmation d'une identité provinciale flamande. Pourtant, après la disparition institutionnelle des provinces, leur mémoire se constitue dès l'époque de la Révolution et de l'Empire.

La mémoire des provinces flamandes sous la Révolution et l'Empire : des Flandres réunifiées ?

Le moment du découpage en départements, dès 1790 en France, en 1795 dans la Belgique annexée, est propice à l'expression d'un discours sur les territoires. On peut l'observer dans les annuaires de statistique départementale. Rédigés par les préfets, ils ont pour but d'unifier le territoire départemental, mais en creux, dans ceux du Nord, les Flandres apparaissent et, surtout, le terme est souvent utilisé de façon métonymique pour désigner l'ensemble du département, alors que celui-ci est composé de plusieurs anciennes provinces. Le préfet Dieudonné évoque par exemple « les *ducasses*, les *kermesses* des Flamands » et précise « il n'est pas de commune dans le département qui n'ait la sienne ». Nous sommes en effet au début de cette période d'exaltation de la Flandre médiévale et son prestige rejaillit sur l'ensemble du département. Dieudonné loue ainsi « l'administration sage et paternelle des comtes de Flandre », « leur pouvoir n'était pas arbitraire, la féodalité avait perdu ici une partie de ses formes odieuses, le peuple jouissait d'une grande liberté et l'histoire nous apprend qu'il savait, au besoin, la défendre ». L'idée de l'attachement des Flamands à la liberté et l'empressement à la défendre sont un *leitmotiv* dans la littérature. Le préfet mentionne aussi « la prospérité de l'agriculture, l'accroissement du commerce et de l'industrie » des Flamands, autant d'images qui deviennent des stéréotypes. Ces thèmes apparaissent aussi dans la statistique des départements belges « réunis » et Viry, préfet du département de la Lys (qui correspond à la province de Flandre-Occidentale sous les Pays-Bas autrichiens), écrit que « les Belges conservèrent les institutions et la forme du gouvernement des Germains. Un chef ou magistrat suprême, décoré du titre de prince ou de roi, exerçoit un pouvoir limité, ce chef ou ce magistrat proposoit, persuadoit, mais ne commandoit point en despote ».

Alors qu'à partir de 1795 toute l'étendue de l'ancien comté de Flandre se trouve sous souveraineté française, la diffusion de ces stéréotypes signifie-t-elle que certains souhaitent la reconstruction institutionnelle d'une province flamande ? Lors des discussions sur le statut à donner à la Belgique occupée, des voix s'élèvent pour demander la réunion des « provinces belgiques ».

188 Un électeur du département du Nord évoque ainsi les Belges « avec qui nous

avons cette affinité physique et morale, qui caractérise un même peuple et une même origine », montrant par là qu'il existe encore la conscience d'une unité culturelle voire nationale. L'échelle des anciens Pays-Bas est également encore présente dans les esprits, au point qu'en 1795 Merlin de Douai s'oppose à l'indépendance de la Belgique parce qu'il craint de voir s'y rattacher les départements du Nord et du Pas-de-Calais. Il rappelle que des conspirateurs ont laissé entendre aux habitants de ces deux départements qu'ils ont le droit de se séparer de la France « pour se réunir à leurs anciens frères des Pays-Bas et réaliser avec eux l'antique projet de confédération des dix-sept provinces » et, à plusieurs reprises, la rumeur de la réunification des anciennes provinces des Pays-Bas – dans des limites qui ne sont jamais précisées – se répand.

Cependant, même si, par endroits, les Autrichiens sont bien accueillis dans le département du Nord, il est difficile d'observer une véritable nostalgie des Pays-Bas. Il s'agit plus probablement d'un rejet des bouleversements révolutionnaires. En outre, ceux qui ont souhaité l'annexion de la Belgique par la France l'ont fait pour des raisons qui ne relèvent que rarement du sentiment d'appartenance à un même peuple, mais plutôt pour des raisons économiques mettant en avant la prospérité agricole et le dynamisme industriel. Même du côté belge, où les Flandres ont eu une existence institutionnelle jusqu'en 1795, lorsqu'en 1802 le bruit court que le gouvernement prépare une réduction du nombre de préfectures, celle de Bruges proteste avec véhémence contre son éventuel rattachement à celle de Gand, ce qui aurait pourtant réuni les Flandres, mais aurait fait perdre à Bruges son statut de chef-lieu du département de la Lys...

Dès la Révolution et l'Empire, la mémoire des provinces flamandes se construit donc, mais dans des limites qui gardent souvent la trace des frontières politiques d'avant 1789, preuve que les délimitations des États-nations en construction s'affirment.

Après la chute de l'Empire, le retour des Flandres ?

Lorsque la frontière entre la France et l'actuelle Belgique se reforme officiellement, la division entre les mémoires flamandes s'exacerbe-t-elle ou, au contraire, la naissance de part et d'autre de mouvements de type provincialiste les fait-elle se rejoindre ?

Si dans le cadre du Royaume uni des Pays-Bas, Guillaume Ier a encouragé une conception grandhollandaise de l'histoire et ainsi réactivé la référence aux XVII provinces des Pays-Bas, qu'en est-il de la Flandre ? Lorsqu'un comité discute de l'organisation territoriale à donner aux départements belges, les représentants des départements flamands ne réclament pas leur réunion à la Flandre hollandaise, l'occasion était pourtant idéale de retracer les limites de l'ancien comté de Flandre. On se contente de réactiver les noms que ces circonscriptions portaient avant la réunion à la France : province de Flandre-Occidentale et de Flandre-Orientale.

Il existe quand même, chez certaines élites, l'expression d'un désir de reconstituer les provinces. Léon De Foere, prêtre et éditeur du journal *Le Spectateur belge*, s'oppose au morcellement administratif de la Belgique et écrit : « Cet antique duché de Brabant, connu dans toute l'Europe, serait donc partagé en trois provinces à peine visibles sur la carte ; et ce comté de Flandre assez marquant pour que quelques peuples comprissent sous cette domination toutes nos provinces serait donc fondu en de petits pays ». Par le rappel des temps anciens, il veut « effacer toutes les impressions et les traces révolutionnaires », mais aussi « attiser par tous les moyens possibles les étincelles précieuses du feu patriotique, qui ne s'est conservé que par le souvenir du bonheur et de la gloire des anciens temps et des anciennes choses ». Ce texte exprime donc une certaine nostalgie des découpages territoriaux du passé, mais son but est également d'exalter un patriotisme belge qui doit s'appuyer sur la mémoire glorifiée des temps anciens. Il s'en prend d'ailleurs aussi à l'« occupant hollandais » et en 1830 il participe au Congrès national qui fait de la Belgique un État indépendant. L'attachement proclamé aux anciennes provinces n'est donc pas incompatible avec un esprit national.

Plus largement, dans les milieux érudits des Flandres françaises et belges, le mouvement de valorisation de la Flandre médiévale s'intensifie. L'historien Christophe Charle constate ainsi que « c'est au moment où se produit une 'nationalisation' de la littérature » que les stéréotypes régionaux « jouent ainsi un rôle dans la naissance d'une conscience régionale en créant une identité intermédiaire entre l'esprit de clocher traditionnel et le chauvinisme triomphant du début du XX^e siècle ». Face à « l'occupation hollandaise », le stéréotype déjà évoqué du profond attachement des Flamands à leurs libertés et aux institutions qui les garantissent est encore renforcé. Dès avant l'indépendance, des érudits belges ont initié les premières études sur les institutions flamandes médiévales. Jules Van Praet publie à Gand en 1829 un ouvrage intitulé *De l'origine des communes flamandes et de l'époque de leur établissement*. Il y défend la thèse de la haute ancienneté des libertés municipales. Ces thèses sont partagées par les érudits de la Flandre française, comme le Douaisien Eugène Tailliar qui reprend les thèses de Van Praet à propos de l'origine des communes flamandes du nord de la France, leur « origine se perd dans la nuit des temps ». Encore une fois, c'est sur l'idée de liberté et de la précocité de celle-ci que s'appuie la construction d'une image régionale.

Il existe cependant une différence de nature et de chronologie dans la revendication d'un régionalisme de part et d'autre de la frontière : elle est plus forte et plus précoce du côté belge que du côté français. Ceci s'explique par l'existence de contextes particuliers : si, dans les Flandres françaises, il n'est généralement plus question de remettre en cause l'appartenance à la France, les choses sont différentes en Belgique sous la domination hollandaise et surtout à partir de l'indépendance. La Belgique indépendante en 1830 ayant fait du français

la langue officielle du nouvel État, le mouvement flamand s'est développé en réaction à l'hégémonie du français dans la vie politique et culturelle et, même s'il est d'abord comme en France le fait d'érudits, il s'est très tôt présenté comme le défenseur de la langue du peuple face à une élite francophone.

La disparition institutionnelle des provinces, en France comme dans la Belgique actuelle, a amorcé un mouvement de construction d'une mémoire provinciale. Celle-ci concerne des territoires aux limites variées, qu'elle s'attache aux anciens Pays-Bas, au comté de Flandre médiéval ou aux provinces de Flandres divisées par la frontière issue des conquêtes louis-quatorziennes. L'ancienneté et la défense farouche des libertés communales, la sagesse et la modération du gouvernement ainsi que la prospérité économique et commerciale sont les grands thèmes qui structurent cette image régionale. S'il réactive des cadres du passé, le discours provincialiste n'est pas pour autant passéiste. Il ne va pas nécessairement à l'encontre du processus d'intégration à un territoire national. Dans un moment de profondes recompositions politiques et territoriales, il témoigne de la capacité des individus à construire des identités qui jouent sur différentes appartenances.

Ces questions ont des résonances très actuelles. Aborder un territoire par le biais des notions de frontière et d'identité permet de s'intéresser à la combinaison des appartenances locales, nationales, transnationales, qui ignorent ou, au contraire, renforcent l'existence de la frontière. Dans un contexte d'ouverture accrue du monde et de remise en question du rôle des États-Nations, mais aussi parallèlement de repli sur des appartenances régionales, est-il possible de combiner des appartenances individuelles à des communautés locales, nationales et internationales ? L'étude des sociétés passées montre que l'appartenance à un espace flamand, quelles qu'en soit les limites, est compatible avec l'appartenance à l'État-nation. Face à des tendances, en France comme en Belgique, à l'irréductibilité provinciale, les Flandres doivent donc être objets de débats et non présentées comme un donné allant de soi. ■

Grens en Vlaamse identiteit(en): een (her)schepping op de overgang tussen de 18de en 19de eeuw

Alexandra Petrowski

Nu de belangstelling voor de geschiedenis en het erfgoed van de voormalige gewesten (landsheerlijkheden of in het Frans “provinces”) herleeft, is de laatste jaren ook de interesse voor Vlaanderen opnieuw opgeflakkerd, wat tot een sterk regionaal bewustzijn heeft geleid. Vanaf het midden van de 19de eeuw hebben in hoge mate ideologisch geïnspireerde acties het bestaan van Vlaanderen voorgesteld als een onbetwistbaar feit. De bedoeling ervan was een plaatselijke verankering te bewijzen of taalkundige eisen kracht bij te zetten. Zelf kies ik voor een omgekeerde aanpak en probeer ik aan te tonen dat dit Vlaanderen, dat al te vaak als een evidentie wordt voorgesteld, in feite een constructie is die in de meeste gevallen dateert uit de tijd ná de landsheerlijkheden van het Ancien Régime.

Sinds een dertigtal jaar proberen historici ons duidelijk te maken dat een grondgebied niet alleen als een objectieve ruimte mag worden opgevat, maar dat het ook deel uitmaakt van een bepaald voorstellingsstelsel. Toen de gewesten door de Franse Revolutie werden opgeheven, veranderde hun status van reëel district in dat van een mentale ruimte. Tijdens de periode lopend vanaf de Revolutie tot na de val van Napoleon werd het grondgebied onophoudelijk geherstructureerd. Dat was te wijten aan de opeenvolgende oorlogen en militaire bezettingen, aan de indeling in departementen van Frankrijk en daarna ook van de territoria die aan de Republiek werden “toegevoegd”. In deze context moeten we uitzoeken op welk moment en hoe de verschillende vormen van lokaal, gewestelijk en nationaal gevoel zijn ontstaan en hoe ze werden gedefinieerd. In het bijzonder wil ik hierbij het idee ter discussie stellen van een Vlaamse gewestelijke identiteit, opgevat als een aparte culturele eigenheid. Tegelijkertijd ga ik na of dit noodzakelijkerwijs indruist tegen andere vormen van territoriale verbondenheid, denken we bijvoorbeeld aan het ontstaan van vaderlandse gevoelens in de eeuw waarin de natiestaten het daglicht zagen of bevestigd werden.

De verdwijning van de landsheerlijkheden: geboorteakte van de provincie

In Frankrijk maakte de Revolutie door de afschaffing van de landsheerlijkheden een eind aan de indelingen van het Ancien Régime. Vreemd genoeg ontstond uitgerekend op dat ogenblik een soort gewestelijk discours. Terwijl de grote meerderheid van de toenmalige bevolking niet in actie kwam om de

heerlijkheden in stand te houden (In het département du Nord vond Georges Lefebvre slechts één grievenboek waarin men zich voor het behoud van de Provinciale Staten uitsprak), kwam er bij de elites een algemene protestbeweging op gang, waaraan ook de Vlaamse hogere klassen deelnamen. In een brief aan hun afgevaardigden bij de Assemblée Nationale verduidelijkten ze hun standpunten, die door historicus Philippe Guignet worden bestempeld als “obligate overgangsvisies van het toenmalige regionalistische discours”: ze zingen de lof van de grondwettelijke relevantie van deze gewesten, herinneren eraan dat “de clerus van de Belgische gewesten nooit in de Franse geestelijke stand werd opgenomen” en stellen voor de vier gewesten Artesië, Henegouwen, Kamerijk en Vlaanderen tot één geheel samen te voegen. In het *Antwoord van de inwoners van de veroverde gewesten op de circulaire van de heren Merlin, Mortier, Poutre en hun afgevaardigden in Parijs* wordt de representativiteit van de Provinciale Staten Vlaanderen, Artesië en Kamerijk eveneens bevestigd en wordt aan de Staten van de ‘veroverde landen’ gevraagd of ze zich zouden herinneren “welke grondwet ze hadden onder Spanje, ons eerste vaderland, grondwet die door Frankrijk, ons tweede adoptievaderland, enigszins werd gewijzigd” – opvallend hierbij is dat de uitdrukking “veroverde landen” honderd jaar na de annexatie nog altijd wordt gebruikt. De bevestiging dat deze regio’s vroeger deel uitmaakten van de Spaanse Nederlanden diende dus om bepaalde oude privileges, daterend uit de tijd vóór de veroveringen, in stand te houden. Het zorgde meteen ook voor de rechtvaardiging op vrij ruime schaal van dit soort gewestelijke eisen, aangezien alle Franse delen van de voormalige Nederlanden erbij waren inbegrepen. Hoewel de verwijzing naar een Spaans vaderland in de eerste plaats deel uitmaakte van een strategie om de onschendbaarheid van de landsheerlijke vrijheden te bevestigen en die te rechtvaardigen door naar de geschiedenis te verwijzen – de kans is klein dat er in die tijd nog veel mensen waren die zich Spanjaard voelden – toont ze niettemin ook aan hoe in de hoofden van de elite de aparte status van de noordelijke gebieden opnieuw werd bevestigd. Niettemin werd Frankrijk bestempeld als “adoptievaderland”, wat bewijst dat het mogelijk is een gewestelijke identiteit te claimen zonder de nationale identiteit daarmee ter discussie te stellen.

Een dergelijk discours treffen we trouwens overal in de noordelijke gewesten aan en het lijkt niet zo dat de Vlaamse elites een meer uitgesproken particularisme aan de dag legden. De historische verwijzingen slaan bijvoorbeeld op de voormalige Spaanse gewesten, en niet op het graafschap Vlaanderen. De reden hiervoor is vast en zeker dat het oude graafschap door het moderne Frankrijk in verschillende bestuurlijke entiteiten werd opgedeeld, zodat een sterk gewestelijk bewustzijn onmogelijk kon blijven doorleven. Komt daarbij dat maritiem Vlaanderen strikt genomen, en dit in tegenstelling tot Waals- Vlaanderen, niet uit Provinciale Staten bestond, maar uit een assemblee die het gewest vertegenwoordigde en werd ingedeeld in negen kasselrijen, baljuwschappen en landstreken. De opsplitsing van het voormalige graafschap en de afwezigheid van

echte Staten in maritiem Vlaanderen hebben wellicht belet dat er een gewestelijke Vlaamse identiteit kon ontstaan. En toch zien we dat, na de afschaffing van de provinciën, de herinnering eraan al meteen vanaf de Revolutie en het Keizerrijk in het leven werd geroepen.

De herinnering aan de Vlaamse provinciën onder de Revolutie en het Keizerrijk: een herenigd Vlaanderen?

Het moment waarop het grondgebied in departementen wordt ingedeeld – in Frankrijk vanaf 1790 en in het geannexeerde België in 1795 – werkt het ontstaan van een discours over de landstreken in de hand. Dat is merkbaar in de jaarverslagen van de departementale statistiek, die door de prefect werden opgesteld en eigenlijk dienden om de eenheid van het departement te bevestigen. Maar in de Noordelijke departementen gebeurde het omgekeerde en zag men hoe verschillende Vlaamse landstreken ontstonden. Bovendien werd de term vaak metonymisch gebruikt voor het geheel van het departement, terwijl dat in feite bestond uit meerdere voormalige provinciale staten. Prefect Dieudonné citeert bijvoorbeeld “de patroonsfeesten, de kermissen van de Vlamingen” en preciseert: “je vindt in het departement geen enkele gemeente die haar eigen feest niet heeft”. We staan inderdaad aan het begin van de tijd waarin het middeleeuwse Vlaanderen wordt verheerlijkt en het prestige ervan op het hele departement afstraalt. Zo prijst Dieudonné voorts “het wijze, vaderlijke bestuur van de graven van Vlaanderen” en zegt hij nog: “Ze oefenden hun macht niet op een willekeurige manier uit. Een aantal van de verwerpelijke aspecten van de feodale bestuursvorm waren verdwenen, het volk genoot een grote vrijheid en de geschiedenis leert ons dat het die zo nodig wist te verdedigen.” Het idee dat de Vlamingen op hun vrijheid gesteld waren en alles in het werk zouden stellen om haar te verdedigen is een leidmotief in de literatuur. De prefect vermeldt voorts “de bloeiende landbouw en de toenemende handel en nijverheid” van de Vlamingen, wat alweer een cliché zal worden. Dezelfde thema’s komen aan bod in de statistiek van de “verenigde” Belgische departementen, en Viry, prefect van het departement Leie (dat overeenstemt met de provincie West-Vlaanderen ten tijde van de Oostenrijkse Nederlanden), schrijft dat “de Belgen de instellingen en regeringsvorm behouden die ze onder het Germaanse bewind hadden. Hoewel de hoogste leider of magistraat de titel van prins of koning droeg, oefende hij slechts een beperkte macht uit aangezien hij voorstellen deed, wilde overtuigen, maar volstrekt niet op een despotische manier regeerde”.

Als we weten dat het hele grondgebied van het voormalige graafschap Vlaanderen vanaf 1795 onder Franse heerschappij stond, moeten we uit de verspreiding van dergelijke clichés dan niet afleiden dat sommigen wel degelijk heimwee hadden naar de landsheerlijkheid Vlaanderen? Bij de discussies over de status die het bezette België diende te krijgen, gingen stemmen op die de vereniging van de “Belgische provinciën” bepleitten. Een stemgerechtigde uit

het département du Nord had het in volgende bewoordingen over de Belgen “met wie we de fysieke en morele affiniteit vertonen, die kenmerkend is voor eenzelfde volk en eenzelfde afkomst”. Wat bewijst dat er nog altijd een besef van culturele en zelfs van nationale eenheid bestond. Ook de herinnering aan de voormalige Nederlanden leefde nog in de geesten, en wel in die mate dat Merlin de Douai zich in 1795 tegen de onafhankelijkheid van België verzette: hij vreesde namelijk dat de departementen Nord en Pas-de-Calais zich erbij zouden aansluiten.

Zo wees hij erop dat de samenzweerders de inwoners van beide departementen te kennen hadden gegeven dat ze het recht hadden van Frankrijk te scheiden “om zich met hun oude broeders uit de Nederlanden te verenigen en met hen het aloude project van de confederatie der zeventien provinciën te verwezenlijken.” Het gerucht van de hereniging van de voormalige Nederlandse provinciën stak zo ettelijke keren de kop op, zonder dat er evenwel ooit in detail werd getreden.

Hoewel de Habsburgse Oostenrijkers her en der in het département du Nord op sympathie konden rekenen, mogen we niet van een ware nostalgie naar de Nederlanden spreken. Overigens had die positieve ontvangst wellicht te maken met het feit dat men er afkerig was van de revolutionaire omwentelingen. De voorstanders van de annexatie van België door Frankrijk verdedigden dat standpunt vrijwel nooit omdat ze vonden dat ze eenzelfde volk vormden, maar veeleer om economische redenen, met het oog op de bloei van landbouw en industrie. Zelfs aan Belgische zijde, waar Vlaanderen tot 1795 een institutioneel bestaan had gekend, klonk luid protest toen in 1802 het gerucht de ronde deed dat het aantal prefecturen moest inkrimpen en dat Brugge bij Gent zou worden aangehecht, wat weliswaar de Vlaamse gebieden zou hebben verenigd, maar waardoor Brugge zijn status als hoofdplaats van het département Leie zou zijn kwijtgeraakt...

Vanaf de Franse Revolutie en onder het Keizerrijk begon allengs een “Vlaams gewestelijk gevoel” te ontstaan, terwijl het grondgebied zelf vaak voor een stuk werd bepaald door de politieke grenzen van vóór 1789, wat bewijst dat de afbakeningen van de zich ontwikkelende natiestaten bevestigd worden.

Krijgen we na de val van het Keizerrijk een terugkeer van Vlaanderen?

Worden de verschillen in het flamingantisme van de diverse Vlaamse regio's uitvergroot nu er opnieuw een officiële grens bestaat tussen Frankrijk en het huidige België? Of groeien de visies sinds de opkomst van provincialistische bewegingen aan weerskanten van die grens integendeel naar elkaar toe?

In het kader van het Verenigd Koninkrijk der Nederlanden moedigde Willem I een Groot-Nederlandse kijk op de geschiedenis aan en blies hij tegelijkertijd de verwijzing naar de Zeventien Provinciën der Nederlanden nieuw leven in. Maar hoe zat het eigenlijk met Vlaanderen? Toen de territoriale organisatie van de Belgische departementen door een raad werd besproken, eisten de afgevaardigden van de Vlaamse departementen niet dat ze bij Hollands-Vlaanderen zouden worden

gevoegd, hoewel het een ideale gelegenheid betrof om de grenzen van het voormalige graafschap Vlaanderen te herstellen. Men beperkte zich ertoe opnieuw de oude namen in gebruik te nemen die de districten droegen vóór ze bij Frankrijk werden gevoegd: provincie West-Vlaanderen en provincie Oost-Vlaanderen.

Toch leefde bij sommige elites een verlangen om de voormalige gewesten in ere te herstellen. Léon De Foere, priester en uitgever van de krant *Le Spectateur belge*, verzette zich tegen de bestuurlijke verbrokkeling van België en schreef: “Het oude hertogdom Brabant dat in heel Europa bekend was, zou dus verdeeld worden in drie amper op de kaart zichtbare provinciën; en het graafschap Vlaanderen, waarvan de invloed destijds zo groot was dat de benaming bij een aantal volkeren gold als synoniem van al onze gewesten, zou in verschillende kleine landjes worden opgesplitst.” Door naar oude tijden te verwijzen wilde hij niet alleen “alle invloeden en sporen van de Franse Revolutie uitwissen”, maar in één klap ook “met alle mogelijke middelen de kostbare vonken aanwakkeren van het patriottische vuur, dat slechts bewaard bleef dankzij de herinnering aan het geluk en de glorie van vroegere tijden en oude dingen.” Uit deze tekst blijkt dus een gewisse nostalgie naar de oude territoriale indelingen, maar hij kan evengoed worden opgevat als een lofzang op een Belgisch patriottisme dat gebaseerd is op de roemrijke herinnering aan het verleden. De Foere had het overigens ook op de “Hollandse bezetter” gemunt en hij nam in 1830 deel aan het Nationale Congres dat van België een onafhankelijke staat maakte. De openlijke verknochtheid aan de voormalige gewesten is bijgevolg niet onverenigbaar met een nationaal bewustzijn.

Op ruimere schaal zien we bij de Frans-Vlaamse en Belgisch-Vlaamse intelligentsia een stroming ontstaan die het middeleeuwse Vlaanderen ophemelt. Zo stelt historicus Christophe Charle het volgende vast: “Zodra er een ‘nationalisering’ van de literatuur” plaatsvindt, gaan regionale stereotypes ‘een rol spelen bij het ontstaan van een regionaal bewustzijn. Ze doen dit door een identiteit te creëren die we halverwege tussen de traditionele kerktorenmentaliteit en het triomfantelijke chauvinisme van het begin van de 20ste eeuw kunnen situeren.’ Ten aanzien van de “Hollandse bezetting” wordt het hoger vermelde cliché over de verknochtheid van de Vlamingen aan hun vrijheden en aan de instellingen die deze vrijheden waarborgen nog meer uitvergroot. Nog vóór de onafhankelijkheid waren Belgische intellectuelen al aan de eerste studies over de middeleeuwse Vlaamse instellingen begonnen. Zo publiceerde Jules Van Praet in 1829 in Gent een werk met als titel *De l’origine des communes flamandes et de l’époque de leur établissement* (“Over de oorsprong van de Vlaamse gemeenten en de tijd van hun ontstaan”), waarin hij de stelling verdedigde dat de gemeentelijke vrijheden al eeuwenlang bestonden. De intellectuelen uit Frans-Vlaanderen bleken het daarmee eens te zijn. Zo nam Eugène Tailliar uit Dowai (Douai) Van Praets stellingen over betreffende het ontstaan van de Vlaamse gemeenten in het noorden van Frankrijk, waarvan “de oorsprong teruggaat tot het einde der tijden”. Opnieuw werd het bestaan van een regionaal bewustzijn geassocieerd met het bestaan van vrijheden en hoe ver die teruggingen in de tijd.

Toch waren er aan weerskanten van de grens ook verschillen wat betreft de aard en de chronologie van de regionalistische claims, die aan Belgische zijde luider en vroeger te horen waren dan aan Franse kant. Dat kan worden verklaard door de verschillende context. Terwijl in Frans-Vlaanderen het feit dat de regio tot Frankrijk behoorde meestal niet ter discussie werd gesteld, zagen de zaken er in het door Nederland bezette België anders uit, wat vanaf de onafhankelijkheid nog op de spits werd gedreven. Als reactie op de keuze in 1830 voor het Frans als officiële taal van het onafhankelijke België begon de Vlaamse beweging zich te ontwikkelen, die zich verzette tegen de overheersing van het Frans in het politieke en culturele leven. En hoewel het net als in Frankrijk aanvankelijk om een beweging van intellectuelen ging, stelde zij zich binnen de kortste keren voor als verdedigster van de taal van het volk tegenover een francofone elite.

Nadat de provinciale staten in Frankrijk en in het huidige België als bestuursvorm waren verdwenen, begon er een soort “gewestelijk gevoel” te ontstaan. Het sloeg op grondgebieden met heel diverse grenzen, die nu eens gevormd werden door de voormalige Nederlanden, of door het middeleeuwse graafschap Vlaanderen, dan weer door de Vlaamse gewesten die als gevolg van de veroveringen van Lodewijk XIV door een grens in tweeën werden gedeeld. De anciënniteit en de consequente verdediging van de gemeentelijke vrijheden, de wijsheid en gematigdheid van het bestuur en de economische en commerciële welvaart vormden de grote thema’s waarop dat regionale beeld was gebaseerd. Maar hoewel het gewestelijke discours bepaalde patronen uit het verleden reactiveerde, was het geen passeïstisch(?) discours, want het was niet automatisch gekant tegen een integratieproces in een nationaal grondgebied. In een periode van diepgaande politieke en territoriale veranderingen illustreerde het hoe mensen in staat zijn identiteiten te ontwikkelen in functie van hun verbondenheid met diverse (lokale, regionale, nationale...) entiteiten.

Deze kwesties zijn nog altijd actueel. Als je een grondgebied bekijkt op basis van noties als grens en identiteit, kun je meteen ook kijken naar combinaties van plaatselijke, nationale of transnationale identificatie, zodat het bestaan van de grens ofwel genegeerd of integendeel versterkt wordt. We leven in een tijd waarin we ons steeds meer openstellen voor de wereld en waarin de rol van de natiestaat steeds meer ter discussie wordt gesteld, maar waarin we ons tegelijkertijd vaak steeds meer op de eigen regio gaan terugtrekken. Is het in een dergelijke context mogelijk het gevoel dat je als individu tot een bepaalde streek behoort uit te breiden tot een lokale, nationale en internationale gemeenschap? Uit de studie van voormalige samenlevingsvormen blijkt dat het mogelijk is zowel tot een Vlaamse ruimte, welke grenzen die ook heeft, te behoren als tot een natiestaat. In het licht van de huidige tendenzen in Frankrijk en België naar een provinciaal irredentisme dienen de verschillende Vlaamse regio’s het voorwerp uit te maken van een debat. We moeten daarom vermijden ze als een onbetwistbaar gegeven voor te stellen. ■